

ETHNO- PSYCHOLOGIE

revue de Psychologie des peuples

2/3

REVUE TRIMESTRIELLE

32^{me} Année -
Avril - Septembre 1977

ACTES DU COLLOQUE
TENU AU CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES
DE LA RENAISSANCE
Université de Tours — 20-21-22 Mai 1976

PRÉFACE

Bernard GUILLEMAIN :
L'Etat et les forces spirituelles.

I. - UNIVERSITÉ ET ACADÉMIES

René PILLORGET :
L'université de Bourges au XVI^e siècle.

Jean de VIGUEGRIE :
L'université dans la cité ;
L'exemple de l'université d'Angers au XVI^e siècle.
François DUPUIGRENET-DESROUSSILLES :
L'université de Padoue et l'Etat vénitien (1517-1560)
jalons pour une étude.

II. - POSITIONS RELIGIEUSES EN FACE DE L'ÉTAT

J.P. MOREAU :
Le discours des Lords catholiques au parlement de 1559.

Bernard GUILLEMAIN :
Les progrès de la laïcité dans la pensée historique
de la deuxième moitié du XVI^e siècle.

René TAVEREAUX :
Les premiers jansénistes et la raison d'Etat.

III. - L'OPIDION PUBLIQUE

RAMSAY :
The control of public opinion
in later sixteenth-century England.

SOMMAIRE

Vasquez de PRADA :
L'inquisition espagnole et les livres
tenus pour subversifs au XVI^e siècle.

IV. - RÉFORME ET ENGAGEMENT POLITIQUE

LEFEBVRE :
Luther, Melancthon, Thomas Munzer
et les origines saxonnes de l'anabaptisme.

Joseph LECLER :
Le synode sur la liberté de conscience
de Dirk Coornhert (1582).

Michel REULOS :
L'organisation des églises réformées de France.

V. - PRATIQUES EXEMPLAIRES

Robert SAUZET :
Religion et pouvoir municipal :
Le consulat de Nîmes aux XVI^e et XVII^e siècles.

Tibor KLANICZAY :
La Transylvanie : Naissance d'un nouvel Etat.



La Transylvanie : naissance d'un nouvel Etat

par TIBOR KLANICZAY

Le XVI^e siècle a vu la naissance de plusieurs nouveaux Etats. Parmi eux il y avait deux pays, devant lesquels s'ouvrait un vaste avenir : La Suède et la Hollande. Leur naissance était encouragée par des prétentions positives : l'aspiration à la liberté nationale, sociale et religieuse.

Le destin d'un autre Etat, l'Etat Transylvain, est de caractère tout différent. La Transylvanie surgit de la décomposition de l'Etat Hongrois médiéval : il s'agit donc d'un Etat créé malgré lui. Il pose les questions suivantes : comment un Etat se constitue sous la contrainte historique et politique ; comment les institutions, de compétence locale à l'origine, deviennent peu à peu celles d'un Etat autonome ; comment des forces politiques et sociales, qui commencent à tirer profit de l'existence du nouvel Etat, cherchent peu à peu à le justifier au point de vue historique et juridique ; comment enfin, au moins dans certains milieux, se forme une nouvelle conscience nationale.

Il est d'autant plus instructif de se poser telles questions dans le cas de la Transylvanie du XVI^e siècle, que ce territoire, qui se transformait pas à pas en Etat, a un caractère bien particulier sur la carte culturelle et idéologique du siècle. Elle est un des lieux de rencontre des esprits les plus inquiets de la seconde moitié du XVI^e siècle, un centre des différentes hérésies, et le seul Etat où, pour un certain temps au moins, l'antitrinitarisme pouvait se répandre à son gré et où il pouvait compter parmi ses adeptes le souverain même, et le seul Etat enfin où le droit de l'exercice libre de quatre religions était codifié.

Mais tout d'abord, il convient de préciser ce qu'on appelait la Transylvanie au XVI^e siècle et le faire d'autant plus qu'à l'origine il s'agissait d'un terme géographique et non pas historique ou politique. A son origine, la Transylvanie n'était identique ni au territoire de la principauté de Transylvanie des XVI^e et XVII^e siècles, ni à celui de la Dacie de l'Antiquité [cette dernière était beaucoup plus étendue, mais n'embrassait pas sa superficie entière], ni même à la région qui, conformément aux traités de paix de 1919, fut détachée de la Hongrie et annexée

à la Roumanie comme territoire de majorité roumaine, car celui-ci comprenait d'importants territoires qui, à l'origine ne faisaient pas partie de la Transylvanie.

La Transylvanie se situe à la partie orientale du bassin des Carpates, séparée de la Grande Plaine hongroise par une montagne moins haute que les Carpates, mais massive et riche en forêts. Cette région doit son nom à sa situation géographique : territoire au-delà de la forêt. Le nom de « Transylvanie » est la traduction littérale de la forme originale [Erdöelv] du mot hongrois « Erdély ». L'ancien nom roumain de la région [Ardeal] provient de cette dénomination hongroise. Seule la dénomination allemande [Siebenbürgen] est différente, car les immigrants allemands nommèrent la région d'après les sept villes fondées par eux-mêmes.

Trois groupes ethniques vivaient dans la région : les Hongrois, les Roumains et les Allemands [ou plus exactement les Saxons] ; et trois « nations » au sens médiéval du mot : la hongroise, la sicule et la saxonne. Les Sicules, Hongrois au point de vue ethnique et linguistique, étaient un groupe privilégié chargé de la défense de la frontière ; la structuration féodale en classes ne s'est pas produite parmi eux. Ainsi, nous pouvons voir que les « nations » et les groupes ethniques n'étaient pas tout à fait identiques. Les Sicules et les Hongrois, ayant des droits différents, passèrent pour des « nations » autonomes. Mais la « nation » hongroise n'embrassait que la noblesse hongroise de la Transylvanie, les serfs hongrois en étaient exclus. Les Roumains étaient presque exclusivement des serfs, c'est pourquoi ils ne constituaient pas de « nation » politique. Une noblesse roumaine n'existait guère, parce que la plupart de ceux qui arrivèrent à monter dans le rang de la noblesse, s'intégrèrent à la noblesse hongroise, comme la famille Hunyadi par exemple. Ainsi, une partie importante de la population était privée de droits politiques. C'est-à-dire, tandis qu'il y avait trois groupes ethniques et trois langues, le hongrois, le roumain et l'allemand, les trois « nations » transylvaines se composaient de la noblesse hongroise, de la communauté des paysans sicules libres et de la bourgeoisie saxonne privilégiée. Ces trois « nations » privilégiées conclurent, en 1438, une alliance étroite contre le soulèvement des serfs hongrois et roumains. Cette alliance d'occasion devint plus tard une des racines de l'organisation des Ordres transylvains.

Au point de vue administratif, à partir du début du XI^e siècle, la Transylvanie faisait partie intégrante du royaume de Hongrie. Les Sicules et les Saxons, en tant que communautés privilégiées, étaient directement soumis au roi. L'autre partie, la plus grande du territoire, était divisée en comitats comme

partout ailleurs en Hongrie. Le comitat était l'organisation locale de la noblesse, gouverné d'un « vice-comes », élu par la noblesse et d'un « comes », nommé par le roi. Pourtant, dans les régions situées plus loin de la résidence royale, une pratique commença à se manifester selon laquelle le roi, surtout pour assurer la défense militaire de la région, accorda une autorité spéciale à un des comes. Par la suite, une dignité plus haute que celle de comes se créa en plusieurs régions, et ainsi en Transylvanie, où on l'appelait « vajda » [voïvode]. Le voïvode cherchait à concentrer dans ses mains toujours plus de pouvoir et à exercer sur les comitats le contrôle le plus serré possible. Il essayait de recruter les comes parmi ses partisans, et de plus, il faisait des tentatives pour rendre héréditaire cette dignité, ce que les rois réussirent, tout de même, à empêcher. Bien que les territoires sicules et saxons privilégiés ne fussent pas de la compétence du voïvode, en peu de temps celui-ci fut généralement reconnu comme représentant du pouvoir royal en Transylvanie, et ainsi il put convoquer une « congrégation générale », première apparition de la diète.

Bien que la Transylvanie n'eût nulle autonomie dans le cadre de l'Etat Hongrois médiéval, et bien que la fonction du voïvode de Transylvanie ait été adjugée par le roi aux seigneurs non transylvains, vers la fin du Moyen Age, les signes précurseurs d'une indépendance possible furent tout de même déjà donnés : l'unité géographique d'une Transylvanie, entourée de montagnes et difficile à approcher ; le pouvoir toujours grandissant d'un voïvode ; la fédération des trois « nations » contre les serfs et leurs réunions temporaires travaillaient dans ce sens. Si l'on y ajoute encore que, du point de vue de l'administration ecclésiastique, la Transylvanie constituait un seul diocèse, l'évêché de Gyulafehérvár [Alba Julia], la possibilité d'un développement particulier devient encore plus évidente. A propos de l'évêché de Transylvanie, nous devons remarquer que, comme partout ailleurs en Hongrie, l'organisation ecclésiastique ne prit pas en considération l'existence de la population appartenant à l'Eglise grecque d'Orient. Ainsi les Roumains, traités comme schismatiques, furent soumis, au point de vue juridique, à l'évêque catholique. L'activité de leurs papes et de leurs évêques, ces derniers n'ayant même pas toujours de résidence fixe, ne fut que tolérée par les pouvoirs civil et ecclésiastique.

Maintenant, voyons les événements historiques qui ont abouti à la séparation et à la vie autonome dans des conditions historiques mentionnées.

Ces événements commencèrent par la bataille de Mohács [1526] où Soliman le Magnifique emporta une victoire décisive

sur l'armée de Louis II, roi de Hongrie. Le sultan, à ce moment-là, n'avait pas l'intention d'occuper le pays et, bien que Buda, la capitale, lui eut été livrée sans la moindre résistance et que ses troupes eussent ravagé une partie importante du pays, quelques semaines plus tard, ses armées se sont retirées de la Hongrie et il ne gardait en sa possession que les forteresses du territoire limitrophe du Sud. Ce n'était pas la défaite, mais ses conséquences qui se révélèrent catastrophiques, étant donné que le roi lui-même est mort sur le champ de bataille.

Au cours de la même année encore, deux rois furent élus, et tous les deux pouvaient se considérer juridiquement légitimes. Derrière la confrontation de deux partis et de deux groupes d'intérêts différents, deux conceptions juridiques s'affrontaient.

Le premier, le soi-disant parti national, évoquait, par sa faveur, la décision de la diète de 1505 déclarant qu'en cas d'extinction de la dynastie Jagellon, alors au pouvoir, on n'élirait pas de roi étranger, le candidat devrait appartenir à la noblesse hongroise. Le chef de ce parti national et le prétendant au trône était Jean Szapolyai, le plus grand seigneur du pays, disposant de près de 120 forteresses et voïvode de Transylvanie. Sa personne était particulièrement populaire parmi la noblesse parce que ce fut lui qui réprima, en 1514, le plus grand soulèvement paysan de l'histoire hongroise. A l'automne de 1526, Jean Szapolyai fut élu roi par une noblesse enthousiaste qui, aveuglée par son nationalisme, ne reconnut pas la grave situation du pays et pour qui la défaite de Mohács n'était que l'effondrement de la dynastie étrangère.

L'autre parti, le soi-disant parti de la Cour, composé des milieux aristocratiques et des prélats du défunt roi et de son entourage, invoquait la convention des Habsbourgs avec les Jagellons, conclue en 1515 à Pozsony [Bratislava]. Cette convention, dont la passation était favorisée par les intérêts de la maison Fugger, décidait un double mariage entre les Jagellons et les Habsbourgs : d'une part Louis II, roi de Hongrie et de Bohême, aurait dû épouser Marie, sœur de Charles V et de Ferdinand, d'autre part Ferdinand devait épouser Anne, sœur de Louis. Dans le cas où Louis mourait sans successeur, le trône hongrois, aussi bien le tchèque, devenaient l'héritage légitime de Ferdinand. Conformément à cette convention, Ferdinand fut élu roi par les partisans du roi défunt et de la reine veuve.

Nous assistons ici à la confrontation de deux conceptions juridiques : le point de vue de la noblesse était conforme à la coutume ancienne selon laquelle le nouveau roi devait être librement élu par la noblesse. Dans l'optique de cette conception, la convention de Pozsony, de 1515, n'avait aucune légitimité,

puisqu'elle fut conclue à l'insu de la « nation ». En revanche, la famille royale et son entourage insistaient sur la validité des conventions dynastiques des souverains, en usage depuis longtemps, tout en rejetant la validité de la décision de la diète de 1505 qui n'était jamais reconnue pour légitime par le roi .

Il est bien compréhensible que le pays devenait par suite un champ de bataille des deux rois et de leurs partisans. Et bien que les deux rois eussent des partisans dans toutes les régions du pays, dans les régions occidentales, c'était Ferdinand, dans les régions orientales, c'était plutôt Jean qui prit lentement le dessus. Et, tandis que l'un s'appuyait sur l'empereur, l'autre était obligé d'accepter le soutien du sultan des Turcs. Soliman avait bien le sens des actes symboliques : en 1529, au troisième anniversaire de sa victoire, il a reçu les hommages du roi Jean sur le champ de bataille de Mohács où il lui donna la Hongrie, tout en exprimant par ce geste qu'il restait lui-même le souverain véritable du pays, et que le roi ne pouvait exercer son pouvoir que par sa bienveillance. Voilà encore un troisième point de vue juridique, subi et en même temps reconnu par Jean et ses partisans dans l'espoir de survivre à cette situation difficile.

Dans la deuxième moitié des années 1530, le pouvoir des deux rois arrivait quelque peu à se consolider ; Buda, la capitale, était dans les mains du roi Jean. Les partisans des deux rois étaient obligés de reconnaître que ni l'un ni l'autre n'était assez fort pour étendre son pouvoir sur le pays entier. Ils essayèrent donc d'assurer l'unité du pays, du moins pour l'avenir. En faveur de cette cause, ils signèrent, en 1538, la paix de Várad qui suspendit les hostilités et reconnut pour légitime le titre royal de tous les deux. Mais, après la mort du roi Jean, célibataire et d'un âge avancé, le pays devait être uni sous le sceptre de Ferdinand qui s'engagea à son tour à le défendre, à l'aide de l'empereur, son frère aîné, contre les nouvelles attaques des Turcs.

Le traité de paix de Várad, qui fit miroiter l'espoir d'un dénouement aux yeux de toutes les deux parties, fut suivi, sous peu de temps, d'un tournant surprenant. Le roi Jean épousa la fille du roi de Pologne, Isabelle, qui, un an plus tard, mit au monde un enfant, Jean Sigismond ; et quelques semaines après, le roi mourut. Ce moment-ci aurait dû être celui de l'application du traité de Várad, mais les partisans de la maison Szapolyai, ne se voyaient pas assurés par Ferdinand contre l'attaque prévisible du sultan. De peur que le pays entier n'entrât dans la possession des Turcs, ils refusèrent à remettre la capitale et la partie orientale du pays à Ferdinand et, sous le nom de Jean II, ils élirent roi le prince âgé de quelques mois. C'était le sultan

seul qui, en revanche des engagements d'impôt, le reconnut pour roi de Hongrie, les nations chrétiennes le refusèrent puisqu'il ne fut jamais couronné. Même ses adhérents ne l'appelèrent que « Jean II, roi élu de Hongrie », et, au plus tard, il ne figurait jamais sur la liste des rois de Hongrie.

Ferdinand, à son tour, ayant l'intention de faire valoir ses droits et de prendre en possession Buda, recourut aux armes. Les partisans de Jean II réussirent à conserver la capitale jusqu'à l'arrivée de l'armée de secours du sultan. Le 29 août 1541, c'est-à-dire de nouveau à l'anniversaire de la bataille de Mohács et celui de la mort du dernier roi vraiment souverain de Hongrie — comme nous l'avons déjà vu, Soliman avait bien le sens des actes symboliques ! — le sultan a invité dans son camp la reine veuve, le roi enfant et les membres de son gouvernement pour célébrer la fête de la victoire sur les Autrichiens. Et, pendant que le sultan se dépensait en politesses émouvantes à l'enfant, l'adoptant pour son fils, ses janissaires, sous prétexte d'une visite amicale, « touristique », pénétrèrent dans la capitale puis, désarmant les gardes, la prirent au nom du sultan. Pendant ce temps, Soliman déclara ses intentions à la reine et aux seigneurs hongrois selon lesquelles, pour assurer l'héritage de Jean II et défendre la capitale contre Ferdinand, il voulait garder cette capitale dans sa possession jusqu'à la majorité du roi. C'est ainsi que commença l'occupation turque de Hongrie qui devait durer pendant 150 ans.

Mais à ce moment-ci, il ne s'agissait pas encore de l'occupation des territoires importants, le sultan se contentait de la prise de la capitale et d'un passage qui s'allongeait au bord du Danube assurant la communication et élevant un mur entre les parties orientale et occidentale du pays, déjà divisé. La cour du roi Jean II devait naturellement trouver une autre résidence. Le choix se porta sur la ville de Lippa, jadis propriété de Filippo Scolari [ou autrement Pippo Spano] ancien général de Sigismond, roi de Hongrie et empereur d'Allemagne, et terrain d'activité d'un aussi grand artiste que Masolino.

Ainsi, la mort du roi Jean créa, non pas l'unification du pays, mais sa séparation définitive en deux parties. Et, dans peu d'intervalle, il convenait mieux de parler d'une division en trois parties. Soliman jugea opportun de mieux assurer le bastion avancé du Croissant et commença à élargir de plus en plus le corridor assurant la communication. Il occupa, l'une après l'autre, quelques villes hongroises des plus importantes du royaume de Ferdinand [Pécs, Székesfehérvár, Esztergom, etc.], tandis qu'à l'Orient, dans le royaume de Jean II, sous différents prétextes et par des moyens pacifiques, des territoires de plus

en plus grands étaient soumis à son contrôle. Cette extension de l'occupation turque, et par là, l'amointrissement de l'espoir de l'unification du pays, poussait la partie orientale à créer son autonomie. Il fallait organiser l'administration de la Hongrie de l'Est, assurer des revenus, la défense, etc.

On reconnut bientôt que la base de l'Etat de Hongrie de l'Est devait être la Transylvanie qui disposait déjà d'une organisation particulière. Par conséquence, la cour royale ne tarda pas à se déplacer vers Gyulafehérvár, siège de l'évêché de Transylvanie dont les revenus, le poste de l'évêque laissé vacant volontairement, furent assurés à la Cour. Ainsi, sans que personne ait pu penser à la création d'un Etat transylvain, les Ordres [Nations] transylvains, étant donné leur organisation de plus d'un siècle, devenaient de plus en plus influents dans le royaume de Hongrie de l'Est de Jean II.

Cette prépondérance politique transylvaine à l'intérieur de la Hongrie de l'Est allait encore grandissant jusqu'aux années 1560, étant donné le fait que les territoires extra-transylvains de Jean II entrèrent, petit à petit, dans la possession des Turcs, ou bien furent accaparés par les Habsbourg. Entretemps, il y eut, encore une fois, une tentative pour la réunification du pays sous le règne des Habsbourg. En 1551, la reine Isabelle et le petit roi élu, quittèrent leur royaume, mais les seigneurs de Transylvanie les ramenèrent, bientôt, au pouvoir. Le pays restauré de Jean II se limita, désormais, presque exclusivement à la Transylvanie. En dehors de la Transylvanie il ne restait que très peu de régions qui lui appartînt. Le roi était toujours appelé « roi élu de Hongrie », mais ce titre n'était pratiquement valable que pour le territoire de Transylvanie qui dépendait de son autorité. Le point final de ce processus fut, en 1570, le traité de paix de Spire. Ce traité déclare que Jean II renonce au titre de roi de Hongrie, et qu'il reconnaît Maximilien, successeur de Ferdinand, comme tel et reconnaît les droits de ce dernier sur la Transylvanie. Maximilien, lui, reconnaît Jean et ses successeurs comme princes de Transylvanie et il leur laisserait, jusqu'à l'expulsion des Turcs de la Hongrie, même les parties extra-transylvaines de la Hongrie de l'Est qui, à ce moment-là, étaient encore sous l'administration de Jean II. Jean II, roi élu de Hongrie, devint ainsi Jean Sigismond, prince de Transylvanie. Ou plus exactement : prince de Transylvanie et des parties de la Hongrie : « princeps Transylvaniae et partium Hungariae ».

Ainsi, comme nous voyons, la principauté de Transylvanie est un Etat créé par une contrainte historique. La partie orientale de la Hongrie se concentrait succesivement sur la Transylvanie, et le roi non légitime de la Hongrie de l'Est est devenu le prince

légitime de la Transylvanie, reconnu même par le roi légitime. Tous cela est dû aux événements politiques commencés en l'année 1526, mais dans sa réalisation, les germes anciens d'une autonomie transylvaine y étaient pour beaucoup. Nous devons souligner que c'était avant tout la noblesse hongroise de Transylvanie qui soutenait cette évolution. Les Sicules et les Saxons, les deux autres nations privilégiées, n'avaient aucune répugnance pour le gouvernement d'un roi de Hongrie appartenant à la maison des Habsbourgs. Ils craignaient plutôt la prépondérance politique de la noblesse hongroise et il leur aurait été plus facile à se soumettre au règne d'un roi de la maison de Habsbourg.

Et c'est précisément ici que nous rencontrons les questions les plus excitantes de la naissance de la Transylvanie : comment cet Etat, créé par des contraintes, prend-t-il de plus en plus conscience ; comment va-t-il créer sa conscience d'Etat propre ; comment cherchera-t-il ses bases juridiques ; puis, comment les groupes sociaux qui, à l'origine, n'étaient pas intéressés dans l'évolution indépendante, vont-ils devenir Transylvains, « citoyens » de leur Etat, partisans de la nouvelle conception ?

A ce propos, nous devons naturellement penser à la conscience des classes privilégiées. Dans le régime féodal de l'Europe orientale du XVI^e siècle, les masses de serfs opprimées de n'importe quelle nationalité, étaient privées de tous droits et ne disposaient guère d'une conscience « nationale ». Dans les pays de l'Europe centrale et orientale, la conscience de la solidarité de ceux qui parlent le même langage et appartiennent au même groupe ethnique ne commençait à s'éveiller qu'au XVIII^e siècle. Jusque-là, le nationalisme n'est que la conscience, ou bien l'idéologie des ordres privilégiés. De cette sorte, il serait bien vain d'en chercher les manifestations parmi les serfs hongrois ou roumains de Transylvanie parce qu'elles ne se retrouvent que dans les milieux de la noblesse et de la bourgeoisie. Le serf assujéti ne peut pas être ou devenir dépositaire ni de la conscience politique de l'ancienne Hongrie intégrale, ni de la Transylvanie séparée. Et quand, au XVIII^e siècle, les intellectuels roumains de la Transylvanie commencèrent à prendre conscience et à se manifester, tout cela n'était plus dirigé par une conception transylvaine quelconque, mais exprimait la solidarité ethnique et linguistique des Roumains, dispersés en plusieurs pays différents : en Moldavie, en Valachie, en Transylvanie et en Hongrie.

En revanche, si au XVI^e siècle, une personne d'origine roumaine de Transylvanie réussit à monter aux plus hauts rangs de la société, — tout en se disant consciemment d'origine roumaine et, par là romaine, elle devait reconnaître Hungaria

comme sa patrie. C'est le cas de l'humaniste Nicolaus Olahus, correspondant d'Erasmus, secrétaire de Marie de Hongrie lors de son gouvernement en Pays-Bas et qui accèdera plus tard à la plus haute dignité ecclésiastique de la Hongrie, à celle de l'archevêque d'Esztergom. En 1536, ce Nicolaus Olahus nous a donné, dans son ouvrage intitulé *Hungaria*, la description de l'état de sa patrie avant Mohács, transmettant ainsi à la postérité le souvenir d'un pays qui fut si puissant naguère. Dans son ouvrage, il témoigne beaucoup d'égards pour sa terre natale, la Transylvanie, en la traitant naturellement comme une partie de la Hongrie, comme « quarta pars Hungariae ». De même, tous les humanistes transylvains du XVI^e siècle tenaient pour tout naturel de considérer *Hungaria* comme leur patrie. Et puisqu'au cours du XV^e siècle, le nom *Pannonia*, dénomination antiquisante de la Hongrie, était déjà en usage, les transylvains, eux-aussi, se considéraient comme habitants de *Pannonia*. L'opinion publique de l'époque ne se souciait guère du fait que le territoire de la *Pannonia* antique n'était jamais identique avec celui de la Hongrie médiévale, et que la Transylvanie appartenait à une autre province romaine, notamment à *Dacia*. Ainsi par exemple, le frontispice d'un ouvrage d'un prédicateur saxon de Transylvanie [Kaspar Helth], publié en 1555 à Wittemberg, dit que son auteur est « minister ecclesiae in urbe Claudiopoli in Pannonia ». Un autre humaniste saxon de la Transylvanie, Christian Schesaeus, composant une épopée en 12 chants sur la destruction de sa patrie, l'a intitulé *Ruinae Pannonicae*, et il y expose l'histoire de toute la Hongrie après Mohács. Et puisqu'après la défaite de Mohács, ou plus encore après la prise de Buda en 1541, l'évolution de l'Etat hongrois prenait deux directions différentes et les deux parties, orientale et occidentale, du pays, malgré toutes tentatives d'unifications, se voyaient séparées, on a pris l'habitude de parler de « deux Pannonies ».

Ce n'est pas sans raison que les historiographes transylvains de la deuxième moitié du XVI^e siècle, tels par exemple Ferenc Forgách et János Baranyai Decsi, ne pensèrent même pas à écrire l'histoire de la Transylvanie et que tous les deux s'occupèrent de l'histoire de la Hongrie entière, et c'est István Szamosközy qui sera le premier, au tournant déjà des XVI^e et XVII^e siècles, à tirer les conclusions des changements survenus, à reconnaître le développement différent de la Hongrie et de la Transylvanie et à devenir consciemment l'historiographe de la Transylvanie dans son ouvrage intitulé *Rerum Transylvanarum Pentades*.

C'est-à-dire la pensée que la Hongrie et la Transylvanie sont deux pays différents, cette pensée ne se frayait son chemin, et n'est devenu conviction, que très lentement. Pour un visiteur

étranger de la fin du XVI^e siècle, la Hongrie s'étend jusqu'aux chaînes orientales et méridionales des Carpates. Le huguenot Jacques Esprinard nous donne par exemple ainsi les dimensions géographiques de la Hongrie : « L'Hongrie du costé du septentrion est limitée de la Poulongne des monts Carpathiens, qui la séparent tant de ladicte Poulongne que de la Moldavie. Au midy elle a la Save, a l'occident l'Austriche, et la Stirie, au levant le fleuve Aluta, en lequel espace est aussi comprise la Transylvanie ». [Leopold Chatenay, *Vie de Jacques Esprinard Rochelais et Journal de ses voyages au XVI^e siècle*, Paris, 1957, p. 163].

C'étaient seulement les événements historiques et les grandes guerres à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e, les tentatives renouvelées pour l'unification de la Hongrie et de la Transylvanie, sous le sceptre du roi Habsbourg qui ont définitivement convaincu et les hommes politiques et l'opinion publique de la Transylvanie du fait, qu'en revanche d'un impôt médiocre qui leur est imposé par le Turc, il leur reste toujours plus avantageux de vivre en paix et de suivre le chemin de l'évolution indépendante. Dès ce moment-là, c'est-à-dire dès le début du XVII^e siècle, les Hongrois de Transylvanie, commencent à ne plus se considérer comme habitants de la Hongrie mais uniquement comme habitants de la Transylvanie, de ne plus se considérer « Hungari » mais « Transylvani » et d'appeler incontestablement la Transylvanie leur patrie, et, par conséquent, de prendre la Hongrie pour un pays autre.

La naissance d'un transylvanisme conscient marchait de pair avec la renaissance des traditions locales, avec la recherche et le choix, volontaire et instinctif, des éléments aptes à former une conscience transylvaine très particulière. Ainsi le souvenir de Dacia joue un rôle grandissant, d'autant plus que le culte et la collection des vestiges archéologiques de la colonisation romaine en Transylvanie, prennent leur commencement. D'autre part, des croyances d'origine incertaine — quelquefois transmises par le folklore roumain et hongrois — se propagent, selon lesquelles la Transylvanie est le pays de fées, le jardin d'Alcinée ou celui des Hespérides, en tout cas, c'est un monde mystérieux, plein de merveilles et de trésors. Les poètes humanistes du XVI^e siècle, hongrois ou saxons de Transylvanie, de même que leurs collègues de Hongrie ou de l'étranger, développèrent ces éléments et en firent tout un mythe.

Ce patriotisme transylvain particulier ne put pas devenir le propre de toute cette population multinationale. Le fait que les Roumains étaient exclus de l'exercice des droits politiques empêcha en Transylvanie la formation d'une société multilingue comme l'était la Suisse. Le transylvanisme restait la conscience des

couches privilégiées. Une nation transylvaine, prise au sens moderne du terme, ne put donc pas naître, et par conséquence la Transylvanie devint plus tard le champ de bataille du nationalisme roumain et hongrois. Ce problème fut résolu en vertu de la majorité des habitants : dès le XVIII^e siècle, la population roumaine devint majoritaire, ainsi, au cours de la transformation de la carte de l'Europe accomplie après la fin de la première guerre mondiale, la Transylvanie devint partie de la Roumanie.

Mais au XVI^e siècle, nous sommes encore loin de là, et nous constatons la création de l'Etat transylvain sur les bases nobiliaires hongroises, sans égard aux conditions de langue et à la composition ethnique ; la principauté de Transylvanie fut organisée comme un Etat hongrois autonome. Ce processus prit déjà son commencement avant la création de la principauté de Transylvanie, précisément au cours du règne de Jean I^{er}. Or, la propagande menée en faveur de Jean et contre les Habsbourgs, insista sur l'origine étrangère du roi-rival et s'appliqua à souligner les considérations linguistiques et nationales hongroises. Et puisque, comme nous l'avons vu plus haut, l'Etat transylvain était un noyau puis un cadre assurant la survie pour la royauté de Jean I^{er}, puis de Jean II dans la Hongrie de l'Est, la noblesse hongroise de Transylvanie et les princes s'imaginèrent être les héritiers de l'Etat hongrois médiéval et, de plus, être de ceux qui le développèrent dans l'esprit national. Ce sont eux qui introduisaient le hongrois comme langue officielle au lieu du latin. Tandis que dans les territoires gouvernés par les Habsbourgs, on ne cessa pas de rédiger les lois en latin jusqu'au XIX^e siècle (et le latin demeurait langue officielle de diètes aussi), en Transylvanie, on appliquait le hongrois depuis les années 1560. Encore que Gyulafehérvár subsistait toujours comme résidence du Prince, c'était la ville de Kolozsvár [Cluj] appelée « metropolis Transylvanie » qui devint le véritable centre dont la population, de majorité saxonne au Moyen Age, se transformait au cours du XVI^e siècle en majorité hongroise, et ainsi à la fin des années 1560, on rédigeait, ici aussi, les procès-verbaux municipaux et d'autres écrits officiels en hongrois.

Avec cela, l'épanouissement de la littérature de langue hongroise en Transylvanie marchait de pair. La prospérité culturelle et littéraire, cependant, ne se limita plus à la population hongroise, mais elle caractérisa la culture des Roumains et des Saxons aussi. En Transylvanie, l'imprimerie prit du développement dès les années 1520, et jusqu'à 1600, nous connaissons 364 ouvrages provenant des imprimeries transylvaines, sans compter ceux des imprimeries des territoires de la Hongrie orientale annexés à la Transylvanie. La répartition selon langues de ces ouvrages est la suivante : 178 sont écrits en latin, 131 en

hongrois, 23 en slave ecclésiastique [ce sont des livres liturgiques destinés à l'usage des Roumains orthodoxes], 17 en allemand, 15 en grec [ces derniers sont tous des livres d'école], et 10 en roumain. Le nombre des publications en langues maternelles des indigènes est important, bien qu'ils ne fassent que moins de la moitié de l'ensemble des livres imprimés. Or, dans l'Europe orientale du Moyen Age, excepté peut-être la Russie, la littérature de langue maternelle ne peut présenter que relativement peu d'ouvrages. Dans la plupart des cas la langue littéraire est le latin — à part les peuples de confession orthodoxe où c'est le slave ecclésiastique. C'était la Réforme qui marquait un véritable tournant au développement de la littérature de langue maternelle, et c'est à elle que les livres hongrois, allemands et roumains de Transylvanie doivent, en partie importante, leur naissance.

Avec la Réforme et les conditions religieuses qu'elle provoque en Transylvanie, nous touchons aux questions les plus passionnantes de l'histoire des forces spirituelles en formation dans le nouvel Etat. Evidemment, nous ne pouvons pas entrer dans les détails, nous devons nous limiter à esquisser quelques caractéristiques majeures.

Comme nous avons vu, la véritable Transylvanie, sans les « parties » de Hongrie, formait un seul diocèse, avec l'évêque de Gyulafehérvár en tête. Il est intéressant de voir que, dès le Moyen Age, la structure ecclésiastique devint le cadre d'une identité nationale. Cela veut dire non seulement que les Roumains de confession orthodoxe eurent une structure ecclésiastique non codifiée, mais tolérée par l'Etat hongrois, mais aussi que les paroisses des Saxons ne furent soumises à la juridiction de l'évêque de Gyulafehérvár. D'après les privilèges accordés autrefois par les rois, les paroisses des villes saxonnes dépendaient directement de l'archevêque d'Esztergom, primat de la Hongrie, — privilèges sur lesquelles elles veillèrent jalousement et qu'elles réussirent à garder au cours des temps. Ainsi, l'évêché de Transylvanie n'était compétent que pour la vie religieuse des Hongrois transylvains. Cette condition spécifique détermina en plusieurs points l'histoire de la Réforme en Transylvanie.

Les Saxons firent les premiers pas dans les années 1530. Ils profitèrent de la grande distance qui les séparait de l'archevêque d'Esztergom, d'autant plus que la guerre civile, éclatée après Mohács, et la division du pays, mettaient l'archevêque dans l'impossibilité d'exercer son autorité. Par les Saxons, gardant toujours des liens étroits avec l'Allemagne, la Réforme de Luther put prendre racine sans aucune difficulté. La réforme des paroisses saxonnes s'accomplit sans grand éclat ou rupture radicale, sous l'influence de leurs prêtres, catholiques à l'origine. C'était

Johannes Honterus, curé, professeur et imprimeur de Brassó [Brasov, Kronstadt] qui joua le rôle prépondérant dans ce processus. Il rédigea, en bonne entente avec Luther et Melancthon, la confession des Saxons de Transylvanie. Ces derniers, en 1548, élirent leur évêque luthérien, premier évêque protestant aux territoires de la Hongrie ancienne. En ce cas-là, les privilèges politiques leur servaient d'appui, derrière lequel ils pouvaient librement mener leurs affaires religieuses et ecclésiastiques. La décision prise par les Saxons, constituant l'une des nations privilégiées de la Transylvanie, fut acceptée, en 1550, par la diète de Transylvanie aussi, et la première fois en Europe, un compromis religieux fut déclaré où l'on reconnut le droit de l'exercice libre des confessions catholique et protestante à la fois.

En ce temps-là, la Réforme gagna à ses vues la plus grande partie de la population hongroise également. Sa propagation était d'autant plus facile que, depuis 1542, le siège de l'évêque de Gyulafehérvár — pour des raisons politiques et économiques déjà évoquées — était vacant. Les membres du chapitre de Gyulafehérvár, d'excellents humanistes en majorité, éprouvèrent la sympathie pour la Réforme dès les années 1530, et depuis la mort de leur dernier évêque, ils développèrent leur activité en sa faveur. Lorsque les Saxons eurent élu leur évêque luthérien, celui-ci, étant le seul en Transylvanie, ordonna des prêtres hongrois également, évidemment dans l'esprit de la confession luthérienne. Le compromis de 1550 assura aux luthériens hongrois aussi l'exercice libre de leur religion, à la suite de quoi la majorité des prêtres du diocèse de Transylvanie adhérait à la Réforme. Dans ces circonstances, après la création de la structure ecclésiastique luthérienne des Saxons, il était inévitable d'instituer celui des Hongrois en ne se servant pas des cadres du diocèse catholique tout à fait désorganisés. Le fait que, de 1550 à 1556, la Transylvanie appartint, temporairement à Ferdinand, avait fait retarder ce processus, mais lorsque les seigneurs transylvains, presque tous fidèles de la Réforme, eurent fait revenir Isabelle et Jean II en Transylvanie, l'élection du nouvel évêque de Transylvanie eut lieu désormais selon la pratique luthérienne. Ferenc Dávid, curé de Kolozsvár, devint l'évêque.

Il se produit donc une situation particulière, où le luthérien Dávid prit la Succession de l'évêque catholique, mais le petit nombre de prêtres restés catholiques et qui dépendaient de son pouvoir territorial, purent, eux-aussi, exercer librement leur fonction. Le diocèse restait unique, mais dans son cadre, les communautés différentes purent décider si elles voulaient avoir un prêtre de confession catholique ou protestante. Cette situation juridique, unique dans son genre, donna lieu à d'autres innovations, d'autant plus que l'évêque en devint le promoteur. Dans

la deuxième moitié des années 1550, les idées de la tendance de Bullinger de la réforme suisse comencèrent à se propager, surtout parmi les habitants de Kolozsvár, et après des polémiques ardentes, l'évêque même y adhéra et recruta parmi ses fidèles. Par suite, la diète de 1564 reconnut non seulement la confession catholique et celle des Saxons, c'est-à-dire luthérienne, mais la confession des habitants de Kolozsvár aussi, c'est-à-dire le calvinisme mitigé. Il est bien compréhensible que cette tolérance insolite attirât en Transylvanie les partisans des tendances spirituelles et des hérésies les plus différentes. Parmi eux, le plus important était Giorgio Blandrata, confident de Jean II, médecin et homme politique exerçant depuis longtemps son activité en Transylvanie, qui réussit à gagner Jean II, aussi bien que l'évêque Dávid aux idées de l'antitrinitarisme. Ensuite, en 1567, la diète de Torda codifia l'exercice libre de la religion antitrinitaire, ou autrement dit unitarienne. Mais toutes ces dispositions ne furent valables que pour le territoire de la Transylvanie proprement dite. Dans les « parties » de la Hongrie, soumises à l'autorité du prince de Transylvanie, un calvinisme intolérant s'implanta solidement.

A la fin des années 1560, il existait en Transylvanie un évêché saxon de confession luthérienne et un évêché hongrois ; dans les cadres de ce dernier, bien que l'évêque ait été antitrinitaire, des prêtres de quatre confessions exercèrent leurs fonctions. Tout de même, les conditions de l'époque ne permirent pas que cette tolérance codifiée soit devenue une véritable tolérance, au sens moderne du terme. Jouissant de l'appui du prince unitarien, l'évêque unitarien déploya tous ses efforts afin que les paroisses de sa compétence adhèrent à sa confession. C'est surtout les catholiques qui étaient opprimés, de sorte que, vers 1570, seulement un nombre très restreint des prêtres catholiques exerçaient en Transylvanie. Les cloîtres des ordres religieux se dépeuplèrent peu à peu, les bâtiments furent mis à la disposition des écoles municipales, mais, au sens de la loi assurant l'exercice libre de la religion, les religieux et les religieuses vieillies ne furent pas exilés, et les municipalités se chargèrent de leur entretien.

La situation ne changea guère lorsque, après la mort de Jean Sigismond, le catholique Etienne Báthory, futur roi de Pologne, eut monté sur le trône. Il ne put qu'assurer la défense des catholiques hongrois subsistants, et en fondant la célèbre académie jésuite de Kolozsvár, il créa un certain attrait pour le catholicisme, mais il ne pensa même pas supprimer la prépondérance antitrinitaire. Il déployait tous ses efforts pour que de nouvelles réformes et des tendances encore plus radicales ne pussent pas prendre racine et qu'elles ne fussent pas codifiées.

Il réussit à faire déclarer par la diète l'interdiction de nouvelles innovations, ce qui provoqua la chute de l'évêque Ferenc Dávid, professant des doctrines de plus en plus extrémistes. Ainsi, la libre interprétation de la Bible prit fin, le pouvoir d'Etat limita, ici aussi, la liberté des cultes, mais l'égalité juridique des religions — catholique, luthérienne, calviniste et unitarienne — subsistait toutefois, de même que leur coexistence, relativement pacifique, pendant les dernières décennies du XVI^e siècle. En ce temps-là, un renforcement lent du calvinisme commença. La majorité de la population hongroise demeura unitarienne jusqu'au début du XVII^e siècle, quand le calvinisme commença à devenir prépondérant. De la part des luthériens saxons, aussi bien que de celle des Hongrois calvinistes, il y eut plusieurs tentatives pour la propagation de la Réforme parmi les Roumains, mais sans succès. Les résultats importants de ces tentatives sont tout de même les premiers ouvrages imprimés en langue roumaine.

Dans cet exposé, je n'ai pas pu aborder ni l'histoire, non moins intéressante et instructive, des autres institutions, ni la formation d'un nouveau système scolaire, ni le fonctionnement de différentes institutions ecclésiastiques médiévales persistant en forme laïcisée, ni la question du renforcement du pouvoir princier et de son développement vers l'absolutisme, ni la conjoncture des relations avec l'empire ottoman, le royaume hongrois, la Pologne et les principautés roumaines voisines. Je n'avais l'intention que d'attirer l'attention sur l'intérêt que peut fournir l'examen de la création de ce nouvel Etat à l'époque de la Renaissance.